ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

3 | 2002

**Le facteur culturel dans la traduction des textes
pragmatiques**

La juritraductologie et le problème des équivalences des notions juridiques en droit des pays arabes

Maher Abdel Hadi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/816>

DOI : 10.4000/ilcea.816

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2002

Pagination : 71-78

ISBN : 2-9515849-0-3

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Maher Abdel Hadi, « La juritraductologie et le problème des équivalences des notions juridiques en droit des pays arabes », *ILCEA* [En ligne], 3 | 2002, mis en ligne le 08 juin 2010, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/816> ; DOI : 10.4000/ilcea.816

La juritraductologie et le problème des équivalences des notions juridiques en droit des pays arabe

MAHER ABDEL HADI

Université de Genève, École de traduction et d'interprétation (ETI)

GREJUT

La juritraductologie est une nouvelle discipline qui cherche à déterminer les règles méthodologiques applicables à la traduction juridique. Celle-ci pose en effet un double problème. D'une part, elle soulève des questions d'ordre général touchant à la méthodologie de la traduction, questions que le traducteur doit bien connaître indépendamment de son domaine d'intervention. D'autre part, cette catégorie de traductions exige des connaissances particulières dans le domaine juridique concernant les institutions administratives et judiciaires du pays de la langue source, ainsi que des connaissances sur les mêmes institutions dans les pays de la langue d'arrivée¹. Ces connaissances sont qualifiées par les traductologues de « pré-savoir » indispensable pour le traducteur spécialisé. C'est ce qui correspond, en effet, au III^e commandement de Louis Truffaut².

1. Sur cette question, voir, Claude Bocquet, *La Traduction professionnelle des textes juridiques*, C. B Service SA, Prilly, Lausanne 1992 ; Claude Bocquet, *Pour une méthode de traduction juridique*, Édition C. B, Prilly, Lausanne 1994 ; *Translation and the Law*, American Translators Association Scholarly Monograph Series ; D^r Basil Hatim, D^r Abdullah Shunnaq, D^r Ron Buckley, *The Legal Translation At Work: Arabic-English Legal Translation, A Practical Guide* ; Éd. Irbid, Dar Al-Hillal for translation and publishing 1995 ; Jean-Claude Gémard, *La Traduction juridique: art ou technique d'interprétation ?*, Meta, journal des traducteurs, vol.33, n°2, p. 305-319, 1988 ; Jean-Claude Gémard, *La Traduction juridique et son enseignement*, Meta, journal des traducteurs, vol.33, n°2, p. 3553, 1988 ; Jean-Claude Gémard, *Traduire ou l'art d'interpréter, langue, droit et société. Éléments de juris-linguistiques*, tome 2 : *Application, traduire le texte juridique*, p. 232, Presses de l'Université de Québec, Montréal 1995 ; *La Traduction juridique* : Textes présentés au 12^e congrès de l'académie internationale de droit comparé, tenu en août 1986 aux universités de Sydney et Monashmen Australie.

2. « Le sens tu reconnaîtras », in, Louis Truffaut, *Traducteur tu seras, Dix commandements librement argumentés*, Les Éditions du Hazard, Collection traductologie, sept. 1997.

La traduction face à l'universalité et à la spécificité des notions

La tâche du traducteur des textes juridiques apparaît ainsi plus compliquée que celle de son confrère qui se consacre normalement à la traduction des textes médicaux ou portant sur la protection de l'environnement, par exemple. Cela pour la simple raison que la traduction des textes médicaux portant normalement sur les maladies, sur l'anatomie ou sur les moyens de traiter telle ou telle infection, etc. se réfère en conséquence à des notions scientifiques identiques dans toutes les langues. En effet, il n'est pas contesté que le corps humain, objet de la médecine, est le même indépendamment de la « langue exprimée par la personne concernée », et indépendamment de l'origine géographique de celle-ci. L'homme est le même partout, même s'il y a des différences de race, de couleur, de taille, ou encore malgré l'existence de quelques particularités régionales en matière de maladie, ce qui permet de parler de maladies tropicales et de maladies des zones froides, etc.

Les notions rencontrées par les traducteurs des textes médicaux sont en effet universelles et on peut en principe aisément trouver les équivalences dans les langues étrangères. Il n'y a pas de doute que « heart » correspond au cœur en français, au « hertz » en allemand, au « corazón » en espagnol, au « cuore » en italien et au « *qalb* » en arabe.

Par contre, les institutions politiques, administratives et judiciaires sont différentes d'un pays à un autre, car elles sont le reflet, comme le disait Montesquieu dans son célèbre ouvrage *L'Esprit des lois*, de la société elle-même par son histoire, sa culture, sa langue, voire par son environnement extérieur ainsi que par l'importance quantitative de sa population et la répartition de cette population sur le territoire. Le climat influence également les institutions politiques et administratives des pays concernés. Il est ainsi admis que les institutions politiques des pays chauds sont différentes des institutions des pays à climat froid ou tempéré, etc.

Cette différence d'institutions entraîne le plus souvent des différences de notions juridiques et de terminologie que l'on peut rencontrer dans une civilisation juridique donnée et que l'on ne trouve pas ailleurs³. C'est ainsi que le monde est divisé en autant de systèmes juridiques que d'États, puisque chaque État est libre de se donner les institutions politiques, administratives et judiciaires qu'il veut. Il n'en reste pas moins

3. Voir, Jean-Claude Gémard, *Terminologie, langue et discours juridiques. Sens et signification du langage du droit*, Meta, vol. 36 p. 275, 1991, Presses de l'Université de Montréal; Jean-Claude Gémard, *Langage du droit et traduction: Essais de jurilinguistique*, *The language of the Law and Translation: Essays on Jurilinguistics*, Collectis réalisé sous la direction de J.-C. Gémard; Weston, R. Martion, *The Problems of Translating Legal French into Legal English*, Éd. Strasbourg 1883.

vrai que les études comparées de droit ont permis de constater l'existence de ce que nous appelons «les grandes familles de droit» ou «les grands systèmes de droit». Il s'agit de quelques regroupements que l'on peut faire d'un certain nombre de systèmes juridico-politiques de certains États qui ont des liens géographiques politiques ou historiques en commun, et qui créent des traits communs entre les institutions publiques de ces pays.

Le traducteur face aux différences institutionnelles

Ces différences entraînent évidemment un certain nombre de difficultés pour le traducteur lorsqu'il procède à la traduction d'un texte juridique qui reflète non seulement une différence de langue entre le pays d'origine du texte et le pays de la langue d'arrivée mais également une différence de culture, voire de civilisation juridique⁴.

Le traducteur se trouve ainsi en difficulté dans la mesure où il n'existe pas systématiquement des équivalences entre les notions juridiques connues dans les pays de la langue source et les institutions juridiques des pays de la langue d'arrivée⁵.

Sens lexical et signification juridique

Les traducteurs contemporains font souvent une distinction entre le sens et la signification des termes. Cette distinction prend toute sa valeur dans le cadre de la traduction des textes juridiques dans un contexte transculturel, car le traducteur ne doit pas procéder par l'adoption du sens lexical du terme juridique tel qu'il le trouve dans le texte de départ, mais doit plutôt chercher la signification du terme ainsi que son équivalent institutionnel dans la langue d'arrivée.

Pour la traduction de l'arabe ou vers l'arabe, ce mécanisme ne pose en général pas de problèmes spécifiques et on peut facilement trouver un terme arabe ayant la même signification que le terme français ou anglais employé dans la langue de départ lorsque le terme, dans la langue de départ, soulève un problème ou se réfère plutôt à une notion qui est commune à l'ensemble des civilisations juridiques et dont l'absence est

4. Voir, Dickson E. Lance, *Legal Translation of Litteral Interpretation*, Lans 1991; Weisflog, *Problems of Legal Translation*.

5. Voir, Dunnigan, Timothy, Bruce T, «Legal interpreting on trial: A case study». In, *Translation and the law*, American Translations Association Scholary, vol. VIII., p. 93-113, Monograph Series, Amsterdam, Philadelphia, 1995.

peu probable dans tel ou tel pays. Évidemment, dans ce cas, on trouve facilement un terme équivalent ayant la même signification juridique en langue arabe.

À titre d'exemple, le mot anglais «contract» trouve son équivalent dans le terme arabe «*a'kd*» tout simplement parce que la notion de contrat, c'est-à-dire d'accord librement accepté et constituant la loi des parties, est une notion juridique que l'on trouve dans toutes les civilisations juridiques depuis l'aube de l'histoire jusqu'à nos jours. Il en va également de même, par exemple, de quelques notions juridiques universelles, telles que la rétroactivité ou la non-rétroactivité des lois, ainsi que des notions juridiques qui dérivent de ces deux concepts comme l'effet du contrat, la résiliation du contrat, l'exécution du contrat, le prix, les obligations des parties, etc.

Par ailleurs, il existe un certain nombre de notions juridiques qui se trouvent en droit anglais ou en droit français dont la signification juridique est couverte en arabe par certains termes qui, étymologiquement parlant, possèdent un sens différent mais qui, employés dans un contexte juridique, prennent alors la même signification que les termes anglais ou français. À titre d'exemple, le mot américain «attorney at law» correspond en arabe au terme «*mohamy*» qui lui-même désigne le terme français «avocat». Le sens étymologique du terme «*mohamy*» est plutôt «défenseur» mais, employé dans un contexte juridique, il indique la notion couverte par le terme anglais «attorney at law» et par le terme français «avocat».

Il n'en va pas de même pour le terme «sollicitor» ou encore «barrister». Ces deux termes couvrent deux institutions qui n'ont d'équivalent exact dans aucun des droits des pays arabes⁶.

Un autre exemple nous est donné par les subdivisions administratives des États. Normalement, chaque État adopte la subdivision administrative de son territoire en collectivités territoriales conformément à son histoire, à sa superficie, et à son régime politique du moment. Les dénominations données aux subdivisions administratives ne sont pas forcément les mêmes dans tous les pays, même dans ceux qui appartiennent à une même culture ou qui s'expriment dans une même langue. Ainsi, «l'arrondissement» «*al da'era*», qui est en France une subdivision du

6. Voir, Jean Mendès France, *L'Anglais juridique et le droit: Textes bilingues et exercices*, Dalloz, Paris 1978; Dhureq Bernard, *L'Anglais juridique*, Paris 1993; Russel Frances and Locke Christine, *English Law and Language, an Introduction for Students of English*, Prentice Hall LTD, Hertfordshire, 1993; Thomson Georges and Thomson Jean-Max, *Legal English Vocabulary*, Dunod, Paris 1991; Riley Alison, *English for Law*, Mac Millan Publishers, London 1991.

département «*al modiria*» n'a pas d'équivalent en Suisse, pays divisé en cantons⁷, eux-mêmes divisés en communes.

Le rôle du traducteur consisterait ainsi à chercher le terme arabe correspondant par son contenu au terme employé en français ou en anglais pour désigner une subdivision administrative.

Les connaissances juridico-linguistiques du traducteur sont dès lors très importantes, car sans ces connaissances juridiques et administratives, le traducteur ne pourra pas trouver l'équivalent et il risquera d'adopter un terme totalement erroné ne couvrant pas la même réalité⁸.

Ainsi le Canada est divisé en provinces alors que les États-Unis d'Amérique sont divisés en États et que la Suisse est divisée en cantons, et pourtant les trois pays ont un système fédéral avec une répartition des compétences entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des entités fédérées. Le traducteur arabe se trouve souvent embarrassé face à cette situation puisque les États arabes ne connaissent aucune structure fédérale à l'exception de celle des Émirats Arabes Unis, qui ne peut se comparer aux structures des États-Unis, du Canada et de la Suisse dans la mesure où ces trois États sont des républiques alors que les EAU ont une structure monarchique fondée sur la principauté.

Il n'en reste pas moins vrai que le traducteur arabe est obligé, pour ce qui est des États-Unis, de parler de «*douailate*» lorsqu'il s'agit d'évoquer les composantes de l'Union bien que le terme anglais «*states*» et le terme français «*États*» soient traduits en arabe par le terme «*dawla*». Dans le cas d'une subdivision, le traducteur est obligé d'adapter la terminologie à la situation juridique à laquelle il est confronté.

Ainsi les États-Unis en tant qu'État resteront donc «*al wilayat al moutabeda*» et lorsque l'on parlera des États qui sont unis au sein de cette fédération, c'est-à-dire ceux qui composent l'union, on pourra à ce moment-là employer ou bien le terme «*douaila*» ou bien le terme «*wilaya*». Il est préférable de ne pas utiliser le terme «*wilaya*» parce qu'il est employé en Algérie pour désigner non pas un État fédéré, mais une subdivision administrative qui correspond au département dans le système français. Le traducteur est donc obligé d'employer ses connaissances juridiques et linguistiques : les provinces canadiennes seront en arabe «*akalime*», et les cantons suisses seront soit «*akalime*» soit des simples «*cantons*».

D'ailleurs, la tâche du traducteur devient très difficile lorsque l'on voit que les pays arabes n'adoptent pas les mêmes subdivisions administratives. L'Algérie et la Tunisie sont divisées en «*wilayat*», le Maroc en

7. Voir la traduction du livre de l'allemand vers l'arabe par Mahmoud Bakr, *Kaifa tohkam swissera*, Le Caire 1987.

8. Voir, Corbière Frédérique, *Les Mots clés du droit*, Bréal, Rosny Cedex, 1993.

«*amalate*», l'Égypte en «*moudiriat*» et l'Arabie Saoudite en «*manateque*», etc.

Les notions juridiques sans équivalences

Le traducteur est souvent confronté, lorsqu'il passe d'une culture juridique à une autre à travers le texte source et le texte d'arrivée, à un problème de non équivalence juridique entre les notions se trouvant dans le texte source et les notions de la langue du texte d'arrivée. En d'autres termes, comment doit-on faire lorsque l'on rencontre dans le texte source rédigé en anglais ou en français un terme que l'on pourrait éventuellement qualifier d'intraduisible parce qu'il couvre une notion juridique inconnue en droit des pays arabes. Que faut-il également faire lorsqu'il s'agit d'une notion de droit typiquement arabe qui n'a pas d'équivalent dans le droit anglo-saxon ou dans les systèmes juridiques inspirés du droit romain ?

Plusieurs solutions sont évidemment envisageables. Une première solution consisterait à permettre au traducteur d'interpréter la notion juridique telle qu'elle se trouve dans sa langue de départ en employant évidemment les mots appropriés dans la langue d'arrivée et en essayant de rapprocher l'institution couverte par le terme anglais ou français à une institution connue dans le droit des pays arabes⁹.

Cette approche est néanmoins critiquable et risquée. Critiquable, dans la mesure où elle transforme le traducteur en interprète au sens étymologique du terme, c'est-à-dire une personne chargée non pas de traduire un sens d'une langue vers une autre, mais également d'interpréter dans la langue d'arrivée la notion juridique couverte par le terme déjà employé dans la langue source. Le traducteur devient ainsi un communicateur, polyglotte et pédagogue, ce qui dénature totalement sa fonction dont le rôle principal consiste à faire un transfert linguistique et non pas à exercer une fonction, explicative ou pédagogique¹⁰.

Cette première approche est également risquée dans la mesure où elle va permettre au traducteur, qui doit, en principe, posséder des connaissances linguistiques solides appuyées par des connaissances juridiques,

9. Voir, Claude Bocquet, *Pour une méthode de traduction juridique*, Édition C. B, Prilly, Lausanne 1994; Susan Sarcevic, *New Approach of Legal Translation*, Éd. K.L.I 1987; Vassilis G. Koutsivitis, *La Traduction juridique: Standardisation versus Créativité*, Meta, xxxv, 1, p. 226, 1990.

10. Voir, Basil Hatim, *English-Arabic/Arabic-English Translation, A practical Text-Linguistic guide*, Saqi Books, Publications of the King Fahd School of Translation, Tanger 1994.

de devenir un véritable juriste possédant des connaissances linguistiques dont le rôle consiste à expliquer le droit dans une langue étrangère. Le risque réside dans le fait que le traducteur n'est pas en principe un juriste, et si on lui demande d'interpréter la loi, les règlements ou la terminologie juridique ambiguë, ce traducteur risque de commettre des erreurs parfois graves dans la mesure où il n'a pas la formation juridique appropriée lui permettant de devenir un jurisconsulte capable de commenter et d'interpréter les règles de droit, les termes ou les institutions juridiques entachés d'une certaine ambiguïté ou qui n'ont pas d'équivalence dans la langue du pays d'arrivée. Ainsi, on ne peut pas demander au traducteur de traduire et d'interpréter le terme « ombudsman » qui est d'origine suédoise. On ne peut pas non plus lui demander d'interpréter le terme « common law ».

Il en va également de même pour les termes arabes « *edda* », « *wakf* », « *kafala* » et « *talak* ».

La solution pour ces termes est la transcription phonétique. Le traducteur ne doit pas s'aventurer mais il doit se contenter de prendre le terme tel qu'il est en anglais, en français ou en arabe et le transcrire phonétiquement dans la langue d'arrivée. Il appartiendra alors au lecteur de la traduction trouvant en face de lui un terme arabisé comportant une expression étrangère transcrite phonétiquement dans sa langue et couvrant une notion juridique inconnue dans son propre droit, de s'informer et de se renseigner sur la portée exacte de ce terme. Il se référera à des ouvrages juridiques rédigés en arabe, expliquant des notions juridiques de tel ou tel pays étranger, y compris le pays du terme transcrit phonétiquement par le traducteur.

La transcription phonétique a le grand avantage d'éliminer les risques d'interprétation faite à l'initiative du traducteur lui-même, ou à l'initiative de ses confrères qui auraient, avant lui, tenté d'interpréter ce terme par des termes arabes, français ou anglais pour éviter la transcription.

Il reste néanmoins une troisième solution, prônée par un certain nombre de traducteurs parmi lesquels M. Didaoui¹¹, à savoir le néologisme. Cette solution permet au traducteur de créer un mot nouveau à partir d'un terme arabe, français ou anglais existant tendant à couvrir la notion juridique inexistante en droit arabe, ou français ou anglais pour désigner la notion initialement comprise dans le texte de départ.

Cette solution est à nos yeux peu recommandable, car elle est aussi risquée. Elle ne peut pas être utilisée par tous les traducteurs, car il est évident que pour pouvoir créer un néologisme, il faut non seulement avoir un certain niveau de maîtrise à la fois de la langue d'arrivée et des

11. *Elm el tarjouma*, Dar El Maaref, Tunisie, 1992.

notions juridiques couvertes par le terme intraduisible de la langue de départ, mais également être créatif et inventif. Par ailleurs, la généralisation de cette solution fera qu'il y aura autant de langues juridiques spécialisées qu'il y a de traducteurs intéressés par la traduction dans ce domaine, car finalement chaque traducteur pourra s'imaginer qu'il est autorisé à créer un néologisme en adoptant un terme arabe, français ou anglais selon sa convenance et en fonction de son expérience personnelle. Cette solution permettra de voir, au bout d'un certain temps, plusieurs termes arabes couvrant la notion de *common law*¹², plusieurs termes anglais couvrant la notion de «*edda al moutalaka*» ou encore des multiples termes français couvrant les mêmes notions de «*waqf*» ou de «*kafala*», etc.

Le néologisme en matière juridique ne doit être adopté que par des institutions et non pas par des personnes. Ces institutions peuvent être des organisations internationales, ce qui est souvent le cas pour ce qui est des sections de traduction arabe dans les institutions internationales qui cherchent toujours à trouver des solutions aux difficultés terminologiques et à créer des néologismes pour permettre à la langue arabe de suivre l'évolution de la société dans son ensemble avec ses notions modernes importées de l'étranger.

Le néologisme peut également être l'œuvre d'institutions étatiques chargées de la langue, de la traduction ou de tout autre domaine en rapport avec la langue qui autorise l'institution en question à créer des mots nouveaux et à adapter la langue à l'évolution des technologies et aux relations internationales ainsi qu'à l'importation de l'étranger d'idées nouvelles, voire d'institutions inconnues dans le pays d'arrivée.

Il serait donc préférable de ne pas laisser les néologismes proliférer mais il ne faut pas non plus tenter d'interpréter les termes inconnus couvrant des notions inexistantes dans la langue d'arrivée. Il convient de plaider pour la transcription phonétique, car le traducteur doit rester un traducteur et non un pédagogue.

12. Ainsi les uns traduiront ce terme par sa transcription phonétique, d'autres tenteront de l'arabiser en employant le terme «Al Kanoun al komany».